

## **Message publié à l'occasion de la Journée internationale de la femme**

**8 mars 2012**

Partout dans le monde, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes continuent de gagner du terrain. Jamais les femmes n'ont été aussi nombreuses parmi les chefs d'État ou de gouvernement ni, en proportion, aux postes ministériels. Leur influence grandit dans le monde des affaires. Les filles sont de plus en plus nombreuses à aller à l'école, ont une meilleure santé et sont mieux à même de se réaliser.

Malgré cette dynamique, on est loin de pouvoir dire que les femmes et les filles jouissent des droits fondamentaux, de la liberté et de la dignité qui sont tant leur droit inaliénable que la garantie de leur bien-être. Ce constat n'est nulle part aussi vrai que dans les régions rurales du monde entier. Les femmes et les filles de ces régions – auxquelles la Journée internationale de la femme est consacrée cette année – représentent un quart de la population mondiale. Pourtant, tous les indicateurs économiques, sociaux et politiques les concernant sont invariablement au plus bas en matière de revenus comme d'éducation ou de santé, en passant par la participation aux décisions.

Les femmes, qui sont près d'un demi-milliard à travailler sur de petites exploitations ou des terres qui ne leur appartiennent pas, constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole. Les femmes rurales s'acquittent en outre de la plupart des tâches non rémunérées de soins aux personnes. On persiste néanmoins à les empêcher de donner la pleine mesure de leurs capacités. L'égalité d'accès aux ressources productives permettrait d'augmenter les rendements agricoles de 4 %, d'améliorer de ce fait la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de libérer de la faim pas moins de 150 millions d'êtres humains. Les femmes rurales, si on leur en donnait la possibilité, pourraient également contribuer à vaincre le retard de croissance, sourde tragédie du développement qui touche près de 200 millions d'enfants.

Les lois et les pratiques discriminatoires portent atteinte non seulement aux femmes mais aussi à des groupes entiers de population et aux nations. Dans les pays où les femmes n'ont pas accès à la propriété foncière ou au crédit, le nombre d'enfants souffrant de malnutrition est nettement plus élevé. Il est absurde que les agricultrices bénéficient de 5 % seulement des services de vulgarisation agricole. Ne serait-il pas judicieux que les nations qui cherchent à se développer investissent dans les femmes rurales?

Le sort tragique des femmes et des filles dans le monde rural est à l'image de leur situation dans l'ensemble de la société où le « plafond de verre » subsiste, de même que l'omniprésence de la violence à la maison, au travail et lors des conflits, où l'on privilégie l'éducation des garçons et où, chaque année, des centaines de milliers de femmes meurent en donnant la vie faute d'accès aux soins obstétricaux les plus élémentaires. Même dans les pays où le sort des femmes est le plus enviable, celles-ci restent moins bien payées que les hommes pour le même travail et sous-représentées au niveau décisionnel dans la vie politique comme dans le monde des affaires.

À l'occasion de la Journée internationale de la femme, j'engage vivement les gouvernements, la société civile et le secteur privé à œuvrer en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes qui sont un droit fondamental mais aussi un atout pour tous. L'énergie, le talent et la force des femmes et des filles sont pour l'humanité la ressource naturelle inexploitée la plus précieuse.